

DU CÔTÉ DES REVUES

ALTERNATIVES INTERNATIONALES

n° 44 – septembre 2009 : **Peut-on encore éviter la prolifération nucléaire ?**

(82 p., 6,90 €)

[Le dossier consacré à la prolifération nucléaire se livre à un tour d'horizon de la planète nucléaire. Celle-ci, on le sait, reflète des situations diverses qui proviennent de parcours singuliers. Il y a tout d'abord les États qui, n'ayant jamais ratifié le Traité de non-prolifération nucléaire (Inde, Pakistan, Israël), ont pu de façon parfaitement légale se doter de l'arme, mais ont dû pour y parvenir profiter de conseils et complicités de puissances déjà dotés qui s'étaient engagées comme signataires du Traité à ne pas aider à la prolifération. Le cas de la Corée du Nord est différent en ce sens que ce pays a dû se retirer du Traité pour s'équiper de l'arme nucléaire, puis, y étant revenu, cherche à négocier son démantèlement. L'Iran se voit suspecter de faire dériver son programme nucléaire civil à des fins militaires. Georges Le Guelte montre comment l'AIEA s'est vu confier le soin d'exercer une surveillance sur les termes du Traité. Il considère qu'après quarante années, « le bilan est satisfaisant, puisque jamais une arme n'a été fabriquée à partir d'une installation placée sous la surveillance de l'AIEA ». John Simpson signale qu'aujourd'hui la peur d'une guerre nucléaire n'est plus mondiale, mais régionale. « Elle a disparu en Amérique latine ou en Afrique, alors qu'elle semble s'être accrue au Moyen-Orient et en Asie du Sud. » Le dossier aurait pu signaler avec insistance que des expériences de démantèlement nucléaire militaire avaient vu le jour (Ukraine, Afrique du Sud), et que rien n'était donc jamais irréversible.]

187

ALTERNATIVES SUD

Vol. 17 – 2010/1 : **Le Brésil de Lula : un bilan contrasté**

(Syllepse/Cetri, 180 p., 13 €)

[Ayant pour but de relayer au Nord des points de vue du Sud critiques du modèle dominant et de l'état actuel des rapports Nord-Sud, la revue, portée par le Centre tricontinental de Louvain-la-Neuve en Belgique, nous offre à travers ce numéro un ensemble de contributions consacré à l'analyse de l'expérience de Lula qui achève son deuxième mandat au Brésil. Présentant l'ensemble réuni, Laurent Delcourt insiste sur une dynamique de contradictions qui mêle « conservatisme macroéconomique et progressisme social » et porte la marque « de continuités, de compromis et d'inflexions plus que de ruptures ». Il signale l'éloge qui monte du monde entier pour célébrer le succès du modèle économique brésilien et son étonnante résilience face à la crise financière, y compris de la part de ceux qui avaient vu d'un œil méfiant l'arrivée de Lula au pouvoir. Mais cette « success story » ne doit pas occulter les errements et renoncements au regard du projet dont le Parti des Travailleurs était historiquement porteur et qui marque le passif accumulé en termes de réforme agraire, de politique environnementale ou d'inégalités sociales. Le Brésil de Lula ne peut être brossé d'un seul trait, et se démarque du Chili de Bachelet

ou du Venezuela de Chávez. C'est bien cette posture particulière que Lula résumait par la formule « nous ne sommes pas arrivés au pouvoir, nous sommes arrivés au gouvernement ». Car pour bâtir des majorités parlementaires, il faut se livrer à un marchandage politique des plus complexes. C'est le prix d'un « présidentielisme de coalition » où le PT ne gouverne que trois États sur vingt-sept. Malgré cela, le gouvernement met fin au mouvement de privatisations et oriente l'économie vers le marché intérieur. Le bilan le plus impressionnant c'est d'avoir, selon la formule de la candidate du PT aux prochaines présidentielles, transformé le Brésil de puissance émergente en puissance émergée et d'en avoir fait un acteur clé de la reconfiguration internationale à travers une « stratégie d'insertion souveraine » comme l'explique Jean-Jacques Kourliansky. Pour sa part, Emir Sader, développant une critique de gauche de l'expérience, reconnaît néanmoins qu'à l'aune de deux critères fondamentaux à ses yeux, le changement de rapport de force social, politique et idéologique, et la priorité donnée à l'intégration régionale sur les traités de libre-échange, c'est l'appui aux secteurs progressistes de ce gouvernement qui doit primer sur l'opposition frontale.]

ÉTUDES MARXISTES

n° 89–2010 : **Opel soldé**

(7,50 €, 110 p., Rue de la Caserne 68–1000 Bruxelles)

188

[Trois études principales structurent l'essentiel du numéro: la crise avec le dramatique feuilleton d'Opel, la Chine et le réchauffement climatique, et un retour sur la campagne présidentielle d'Obama. Henri Houben situe la volonté de fermer Opel Anvers dans le cadre de la crise mondiale de surproduction du secteur automobile et sa restructuration en Belgique. Les surcapacités mondiales sont évaluées à 30 millions de véhicules sur des ventes plafonnées à 55 millions. Pour l'Europe, les surcapacités sont évaluées entre 5 et 6 millions. Malgré cela, la concurrence est si vive qu'on observe une course à l'installation de nouvelles usines en Europe de l'Est. Alors que la Wallonie avait payé le plus lourd tribut en matière de restructuration, c'est au tour de la Flandre d'être affectée.

Spécialiste de la Chine, Frank Willems présente la position de ce pays face au changement climatique et défend sa posture lors de la conférence de Copenhague. Il montre combien les dirigeants chinois sont de longue date préoccupés tout à la fois par la dégradation de l'environnement et la nécessité de ralentir leur consommation d'énergie sans mettre en cause leur sécurité ou la croissance de leur économie. L'auteur affirme—à tort—que la Chine « s'est volontairement engagée à réduire ses émissions de 40 à 45 % entre 2005 et 2020 ». En fait, l'engagement ne porte que sur la baisse de l'intensité énergétique, et n'affectera pas le taux de croissance. La Chine reste dépendante à l'égard du charbon à hauteur de 70 % de l'énergie primaire disponible et s'est engagée massivement dans la participation au Mécanisme de Développement Propre initié par le Protocole de Kyoto.

Daniel Zamora Vargas revient sur la victoire de Barack Obama et examine le rôle joué par le renouvellement des méthodes de mobilisation qui ont permis à plus de dix millions de personnes d'y participer et souligne qu'il s'enracine dans l'expérience de l'organisation communautaire des Afro-Américains de Chicago dans les années 1985-88.]

INFORMATIONS ET COMMENTAIRESn° 149 – octobre/décembre 2009 : **Incertitudes, encore**

(74 p., 12 €, 1 rue du Lieutenant Potié, 38700 Corenc)

[Dans l'éditorial de cette revue publiée par l'Association pour un Nouveau Développement, Patrice Allard, note que les Sommets du G 20 ou celui de Copenhague ont hélas inscrit l'année 2009 dans la foulée des précédentes, «une année d'occasions perdues» dont la responsabilité échoit à ceux qui dirigent les nations les plus riches et les plus puissantes et à la doctrine libérale dominante qui ne peut envisager la crise que comme un accident de parcours. Patrice Jorland se livre à une lecture attentive de quelques récents rapports américains sur la sécurité issus de think tanks ou de services officiels et note la «volonté d'intégrer défense, diplomatie et développement dans une stratégie cohérente» et la reprise du concept de «sécurité humaine». Tout cela conduisant inévitablement «au phagocytage de l'aide par les stratégies».

On trouvera également une étude menée par «GRAIN», une ONG internationale qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux, sur la course à l'achat de terres agricoles à l'étranger, en plein essor. Il ressort que, même si les gouvernements facilitent les accords, ce sont des entreprises privées qui prennent le contrôle de la terre, et que cet investissement en agriculture devient l'affaire du monde de l'argent et n'a pas pour but d'éradiquer la pauvreté rurale mais d'engranger des bénéfices. Paul Sindic analyse «l'accord de Copenhague» qui a conclu la conférence du même nom en mettant en perspective ses enjeux ainsi que l'attitude des grands pays négociateurs et s'inquiète de l'absence de sanctions effectives pour crédibiliser les engagements pris ainsi que de la «reconduction des mécanismes néolibéraux de marchés internationaux de permis d'émissions» de gaz à effet de serre. Notons également des études sur l'avenir du dollar américain comme monnaie internationale (Faruk Ülgen) et sur l'analyse de l'évolution de l'Union Pour la Méditerranée (Hamid Aït Amara et Paul Sindic).]

189

PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINEn° 74 – automne 2009 : **L'Uruguay gouverné à gauche**

(Choiseul éditions, 142 p., 20 €)

[Probablement de tous les «virages à gauche» de l'Amérique latine, celui de l'Uruguay, porté par le «Frente Amplio», est le plus ignoré, car le moins porté par des figures emblématiques. C'est en 2005 que la gauche s'empare du pouvoir pour la première fois de son histoire dans ce petit pays peuplé d'un peu plus de trois millions d'habitants qui connut une dictature féroce de 1975 à 1985. À travers de multiples contributions, le dossier éclaire le bilan du président Tabaré Vázquez qui fit le choix de ne pas renouveler sa mandature et de passer la main à José Musica, vieux guérillero historique des Tupamaros et ancien ministre de l'Agriculture.

Dirigé par Alain Labrousse et Denis Merklen, l'ensemble réuni réussit à cerner les acquis de cette expérience originale et à la mettre en perspective en retraçant longuement l'histoire singulière de 1964 à 2009 des Tupamaros, de la lutte armée à la voie électorale du Frente Amplio dont ils incarnent la principale composante (Alain Labrousse). Tour à tour sont présentées la mutation du modèle économique et les grandes réformes réalisées, notamment le Plan d'Équité destiné à redistribuer les revenus en faveur des secteurs les plus défavorisés (Daniel Olesker), et l'action sociale du gouvernement qui s'est déployée à travers une sorte de revenu universel, une réforme du système de santé plus protecteur, et du système scolaire (Mariela Quiñones et Marcos Su-

pervielle). Il est à noter que ce mandat qui peut se prévaloir d'un remarquable bilan social et économique n'a pas été marqué par une rupture institutionnelle ou un changement des règles du jeu du système politique.

Hors dossier, un article de Maristella Svampa tente de caractériser le changement d'époque politique que traverse le continent en insistant sur l'avancée des luttes indigènes, les nouvelles figures du militantisme, la réactivation de la tradition nationale-populaire et le retour d'un important récit développementaliste.]

QUESTIONS INTERNATIONALES

n° 40 – novembre-décembre 2009 : **Mondialisation et criminalité**

(La Documentation Française, 128 p., 9,80 €)

[Serge Sur, rédacteur en chef de la revue, nous offre, en ouverture du dossier, un regard réflexif sur la nature spécifique de la criminalité mondialisée, organisée et hiérarchisée, véritable société parallèle qui agit souvent à l'interface de la légalité et de l'illégalité pour gérer son rapport avec son environnement et fonctionner à l'abri d'un paravent légal qui la protège des poursuites. Elle se conjugue avec la défaillance des États et profite de l'immense terrain de chasse que lui offre la mondialisation, allant jusqu'à remettre en cause la sécurité internationale ainsi que l'illustre « le développement de la piraterie côtière liée à l'anarchie des États riverains ». Mais cette délinquance mondialisée n'est pas individuelle et ses préjudices ne sont pas que d'ordre privé. Il s'agit d'une activité structurelle, pérenne, assise sur des organisations de fait, mettant en cause l'autorité de l'État et transformant les sociétés. En face, la lutte judiciaire est bien souvent impuissante.

Les différentes contributions réunies illustrent ces aspects. J-Fr. Gayraud dresse un panorama de la diversité rencontrée : les cartels sud-américains, les mafias italiennes ou albanaises, les organisations russes ou américaines, les triades chinoises ou les yakusas japonais qui exercent en connexion croissante. Des nouvelles opportunités apparaissent, ainsi que Daniel Martin le montre avec l'essor difficilement contrôlable de la cybercriminalité qui conjugue anonymat et rapidité des transactions. Jean-Charles Antoine montre comment, à partir de l'Europe centrale et orientale et des Balkans, un trafic d'armes légères s'est développé depuis une vingtaine d'années et alimente « milieu » et conflits locaux. Jean-Michel Dasque souligne combien le paysage criminel de l'Asie orientale – triades chinoises et yakusa japonais – s'est adapté à un contexte régional profondément modifié, a diversifié ses activités et a notamment infiltré l'économie légale. Enfin, Pierre-Arnaud Chouvy décrit les routes du trafic de l'héroïne entre l'Asie et l'Europe, la Birmanie cédant sa place de premier producteur à l'Afghanistan post-talibans des années 2000. La corruption sur laquelle s'attardent J. Coll et M. Yung présente un coût considérable, politique, social et économique et s'associe souvent à des pratiques et activités criminelles organisées.]

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Vol. 148-3/2009 : **Bilan de l'expérience néolibérale en Amérique latine**

(Bureau International du Travail, Genève, 230 p.)

[C'est un numéro spécial que nous livre la revue du BIT sur l'expérience néolibérale en Amérique latine. Nous sommes donc conviés à un retour sur les années 80-90, période pendant laquelle le « Consensus de Washington » était mis en œuvre en Amérique latine avec l'appui des *Chicago Boys* et des institutions financières internationales qui portaient ses analyses. C'était

l'époque de Thatcher et Reagan. Aujourd'hui la page est bien tournée dans ce continent même si des séquelles perdurent.

L'ensemble s'ouvre sur un article de Lydia Fraile, de l'Institut d'études sociales du BIT, qui dresse un panorama de ces expériences en constatant qu'elles n'ont pas donné les résultats escomptés dans la mesure où les réformes accomplies (flexibilisation du travail, privatisation des retraites, etc.) ont débouché sur des dégradations en matière d'emploi informel, d'inégalités et de protection sociale.

Les études monographiques par pays relatent les expériences argentine, bolivienne, brésilienne, chilienne, mexicaine et uruguayenne, donc un arc-en-ciel de situations et de trajectoires. Le cas chilien est probablement le plus dramatique puisqu'au démantèlement et à la privatisation des services publics s'est ajoutée la répression du mouvement ouvrier. Des traits communs se dégagent partout et qui se traduisent par l'aggravation du chômage, des inégalités et de la précarité du travail, la réduction du rôle de l'État, la mercantilisation des services sociaux. On ajoutera qu'en plus la croissance a été profondément impactée par ces politiques.

Faut-il parler d'échec pour désigner ces expériences? La vocation du néolibéralisme n'est pas de faire dans le social ou le droit des travailleurs. Non, il s'agit d'un plan méthodiquement appliqué qui a hélas dramatiquement réussi. Avant le Chili, l'Indonésie en avait fait l'expérience. C'est en réaction à ces politiques que les peuples d'Amérique latine tentent de remédier depuis les années 2000.]

TIERS MONDE

Hors série 2010 : **Les Suds dans la crise**

(Armand Colin, 220 p., 20 €)

[En soulignant que la multitude d'articles ou d'ouvrages parus sur la crise mettent les pays occidentaux à l'épicentre du phénomène, les coordinateurs du numéro hors série de la revue *Tiers monde* [Philippe Hugon et Pierre Salama] veulent remplir le vide de la rareté des travaux consacrés aux Suds dans la crise. Mais il faut avant tout partir de l'analyse de la crise dans les pays développés pour étudier les mécanismes de sa diffusion et contagion aux économies du Sud à des degrés divers. En effet, les économies émergentes asiatiques ont été moins affectées que celles de l'Amérique latine, elles-mêmes moins atteintes que les pays moins avancés d'Afrique qui avaient déjà connu les crises alimentaire et énergétique en 2007-2008. La domination des pays du Nord est subie à des degrés divers parce que l'économie mondiale n'est pas un monde entre égaux, mais qu'elle est hiérarchisée. Certains grands pays ont pu faire repartir la croissance en pariant sur l'essor du marché intérieur se substituant aux marchés extérieurs défaillants. La crise a bien impacté le Sud de façon différenciée, le facteur explicatif le plus probant étant le degré et la nature de l'ouverture sur l'économie globale et l'importance des logiques nationales et régionales dans les dynamiques de croissance [H. Ben Hamouda, M. Sadni Jallab].

Les auteurs mettent en garde contre une facilité de raisonnement qui conduirait à confondre retournement de cycle avec fin de crise qui nécessite quant à elle une refonte quant à la manière de pratiquer l'économie. À travers cette crise, présentée comme la première de la globalisation, se trouve posée la question du centre de gravité du capitalisme mondial et celle du rôle des économies émergentes. Au-delà, les auteurs se demandent même si « le capitalisme peut être régulé et s'il n'est pas pris dans une dynamique que seuls les conflits permettent de résoudre? ».

L'Asie a été mieux armée, grâce à ses bons paramètres macro-économiques, pour faire face à la crise et la Chine sort la mieux renforcée de l'épreuve [J-R Chaponnière]. La forte hausse des prix agricoles amorcée dès 2007 a ébranlé les pays déficitaires en produits vivriers et trop pauvres pour s'approvisionner sur le marché mondial, tandis que d'autres sont devenus exportateurs de grains alors qu'une partie de leur population n'y a pas accès, ce qui pose la question des revenus à mieux répartir [Marc Dufumier]. Signalons la riche bibliographie thématique et géographique qui complète cet excellent numéro hors série.]

MICHEL ROGALSKI